

Questions orales

ON DEMANDE LA VENTILATION DES DÉPENSES

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Madame le Président, nous examinons les prévisions budgétaires à ce moment-là. A mon avis, on devrait avoir l'obligeance de nous fournir un état détaillé de ces prévisions budgétaires, et c'est au ministre d'y voir. Je lui demande: qu'est-ce qu'il tente de dissimuler? A quoi ces fonds servent-ils? De toute évidence, s'il veut notre approbation, il devrait nous dire pour quoi il dépense ces fonds. Qu'est-ce que le ministre tente de dissimuler?

L'hon. Gerald Regan (secrétaire d'État): Madame le Président, le député est à court de question aujourd'hui. Je ne tente pas de dissimuler quoi que ce soit.

M. McDermid: Vous me l'aviez promis il y a deux mois!

M. Regan: Toutefois, je tenterai de rassurer le député en lui fournissant ces statistiques dès maintenant, avant que le projet de loi soit mis à l'étude, si c'est ce qu'il veut.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LE RENOUELEMENT D'HYPOTHÈQUES SUR DES MAISONS ISOLÉES À LA MOUSSE D'URÉE-FORMALDÉHYDE

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Madame le Président, je voudrais, par votre intermédiaire, poser une question au ministre chargé de la SCHL. Je lui demanderais de confirmer la nouvelle que les journaux ont publiée, selon laquelle la SCHL va effectivement renouveler toutes les hypothèques qu'elle détient sur des maisons isolées à la MIUF.

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, j'ai déjà confirmé cette déclaration à la Chambre. En tant que garant auprès du courtiers d'assurances des détenteurs d'hypothèques, la SCHL cautionne évidemment les détenteurs d'hypothèques qui ont souscrit une assurance dans les cas que vient de le mentionner le député.

LES NÉGOCIATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Madame le Président, cette réponse est aussi ambiguë, aussi imprécise que les communiqués que j'ai lus et c'est ce qui m'a incité à poser cette question. L'autre jour, un de mes commettants m'a confié que sa banque, pleine de prévenances, refusait de renouveler son hypothèque. Il m'a demandé comment il fallait s'y prendre pour obtenir un prêt de la SCHL.

Pourrait-on savoir quel progrès a fait le gouvernement dans ses négociations avec d'autres établissements financiers qui consentent des prêts hypothécaires? La SCHL va-t-elle ajouter à la gamme de prêts qu'elle garantit les prêts hypothécaires consentis par d'autres établissements pour les maisons isolées à la MUIF? Cela ne serait-il pas pour le gouvernement une façon d'assumer ses responsabilités à l'endroit des propriétaires

qui ont utilisé un matériau approuvé par lui et qui se retrouvent dans des maisons insalubres.

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, hormis le message contenu dans la dernière partie de la question, j'avoue que j'ai du mal à comprendre où le député veut en venir. Il a du mal à comprendre le communiqué. S'il désire des précisions sur la position de la SCHL...

M. Baker (Nepean-Carleton): C'est ce qu'il demande.

M. Cosgrove: ... énoncée dans le communiqué, je me ferai un plaisir de le rencontrer pour la lui expliquer.

LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): La question est très simple, madame le Président. La SCHL va-t-elle continuer à garantir les hypothèques sur les logements qui sont isolés à la mousse d'urée-formaldéhyde? Le gouvernement a-t-il obtenu des résultats ou a-t-il tenté d'en obtenir dans ses tractations avec d'autres institutions financières qui pourraient détenir des hypothèques sur des immeubles isolés à la mousse d'urée-formaldéhyde? Le gouvernement estime-t-il qu'il lui appartient de quelque façon d'agir à ce sujet, soit par le biais de la société de la Couronne soit en exerçant des pressions sur les institutions financières privées?

M. Baker (Nepean-Carleton): C'est simple. Essayez maintenant de répondre.

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, j'ai donné la réponse à la première partie de la question quand j'ai répondu directement à la première question qui n'a été posée. Pour ce qui est de la dernière question, la position du gouvernement est celle que le ministre de la Consommation et des Corporations a adoptée, quoique le gouvernement n'ait pas de responsabilité légale. Par compassion, celui-ci s'est engagé au nom des contribuables et il a réservé plus de 100 millions de dollars pour soulager les Canadiens qui s'inquiètent parce que leur maison est isolée à la mousse d'urée-formaldéhyde.

LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Doug Lewis (Simcoe-Nord): Dans le même ordre d'idées que mon collègue, madame le Président, j'aimerais poser une question au ministre chargé du logement. Certains de nos électeurs qui avaient obtenu des prêts hypothécaires pour payer leur maison isolée à la mousse d'urée-formaldéhyde d'établissements de prêt autres que la SCHL constatent que ceux-ci refusent de renouveler leurs prêts. Ainsi, les Canadiens qui ont posé cet isolant garanti par la SCHL n'arrivent plus à renouveler leurs prêts. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour aider ces gens, ces emprunteurs qui n'arrivent plus à renouveler leurs emprunts hypothécaires?

M. McDermid: Comprenez-vous maintenant?